



# Actualités

du Continent  
et de la Diaspora

Le choix du mois de l'Amicale Panafricaine

Numéro spécial, Septembre 2004

## Editorial

L'idée du panafricanisme, n'est pas, loin s'en faut, née d'une spéculation abstraite, mais résulte bien d'une analyse concrète de la réalité oh combien dramatique que vit le continent africain.

Notre propos n'est pas seulement de peindre les heurts et les malheurs de ce continent, mais de partager l'ébauche, l'esquisse d'une analyse forcément en voie d'élaboration avec tous ceux qui ont pour idéal de bâtir ensemble l'avenir de l'Afrique.

A l'heure où un déluge de pessimisme s'abat sur cette terre dite des « premiers Hommes » où les poncifs les plus rétrogrades tiennent lieu d'analyse, l'espoir est au bout d'une réflexion sérieuse, sur l'Afrique et ses habitants et leurs rapports aux autres, déclinée collectivement.

Il n'y a pas de malédiction de l'Homme Noir, ni une fatalité à la dérive du continent Africain comme semblent le penser encore en 2004 certains esprits nostalgiques. Il s'agit bel et bien de conséquences d'entreprise humaine.

L'Afrique géopolitique est érigée sur des tracés arbitraires, décidés il y a 120 ans à la conférence de Berlin. Dominée, divisée, atomisée, l'Afrique n'a pas cessé pour autant de résister mais d'une manière éclatée.

Les luttes des peuples africains pour son émancipation, pour la démocratie et le développement doivent s'inscrire dans une perspective de l'Unité de l'Afrique. Elles ne peuvent pas donner des résultats sans une étroite solidarité entre elles.

Dans le sillage des idées de Kwamé Nkrumah et de Cheik Anta Diop entre autres, l'Amicale Panafricaine tente de participer à la promotion d'une nouvelle dynamique en faveur du panafricanisme des peuples.

Ce bulletin se veut un lieu de discussion et de forum où peuvent s'élaborer les idées panafricaines adaptées à ce 21<sup>ème</sup> siècle à la fois mondialisé et fragmenté.

Pour cette première édition, nous introduisons une réflexion sur l'état des universités africaines qui, comme chacun le sait, sont gravement malades.

**Il nous appartient, à nous Africains, de réfléchir à la meilleure manière d'y remédier, proposer des solutions et nous battre pour que nos Etats les prennent en compte.**

Merci d'adresser à l'Amicale, qui assurera la coordination, vos réactions et vos contributions à ce premier débat que nous espérons instructif et constructif.

Mohamed KADAMY  
Vice-Président

AMICALE PANAFRICAINES  
Centre International de Culture Populaire  
21 TER, rue Voltaire – 75011 PARIS  
e-mail : [amicalepanaf@yahoo.fr](mailto:amicalepanaf@yahoo.fr)

## INTRODUCTION DU DEBAT INITIE PAR L'AMICALE PANAFRICAINNE

### PEUT-ON CONSTRUIRE UNE UNIVERSITE AFRICAINE ?

Après les Indépendances, le modèle des pays développés s'était imposé comme allant de soi : il y avait les universités françaises, anglaises, allemandes, il y eut donc, sans réfléchir à rien, l'université sénégalaise, ivoirienne, nigériane, camerounaise. Ce qui était bon pour les pays riches où les universités existent depuis le Moyen Age était sensé être bon pour les pays africains. Comme pour le reste, en moins de trois décennies cette imitation aveugle s'est écroulée. Les conditions des études supérieures sont déplorables : la sélection est draconienne, les programmes souvent inadaptés aux réalités africaines, les amphithéâtres bondés, les équipements de laboratoires manquants (un étudiant racontait récemment sur RFI comment les étudiants n'hésitaient pas à prendre le risque de passer par les emplacements des climatiseurs pour pouvoir occuper une place dans la salle). S'y ajoute, parfois, l'incompétence de certains enseignants, qui, du reste, n'ont de compte à rendre à personne. Les cités universitaires sont surchargées, certaines sont devenues de vrais cours des miracles, d'autres vivent sous la loi de clans, d'autres encore sont patrouillées en permanence par des soldats du régime. Bon an mal an, de nouveaux jeunes viennent grossir les rangs des étudiants, rêvant de devenir des économistes, des gestionnaires, des littéraires, des ingénieurs dont, apparemment, les Etats ne savent plus ce qu'ils peuvent en faire. Le malaise de l'enseignement supérieur est si profond qu'à la fin des années 80 les étudiants furent les premiers à descendre dans la rue pour dénoncer une longue suite de maux dont on ne sait par lequel commencer.

**En vérité, aucun Etat africain, à lui seul, n'a aujourd'hui les moyens de promouvoir une formation supérieure adaptée à ses ressources et aux besoins de ses nationaux. Or, en même temps, il faut bien voir que la formation des cadres africains, civils et militaires, doit être gérée à l'échelle du continent noir et à la manière dont on gère une ressource stratégique. Cela exige de rompre avec la vanité qui avait conduit chaque Etat à construire « son » université et de faire de la mise en place de communes structures continentales la principale occupation des ministres de l'Education en Afrique**

**noire pour les dix prochaines années. Mettons jusqu'en 2015.**

Quel est l'esprit d'une telle entreprise ? Chaque grande région (Ouest, Centre, etc.) du continent sera spécialisée dans une ou au maximum deux disciplines universitaires, compte tenu des conditions naturelles, économiques et des infrastructures actuellement présentes. Ainsi, telle région sera spécialisée dans le droit et l'on y montera, dans une ou plusieurs villes voisines, le complexe universitaire correspondant ; telle autre région sera spécialisée dans l'économie, telle dans la littérature ou dans les mathématiques, la physique et la chimie, l'histoire et la géographie, etc. Les étudiants qui auront choisi telle discipline universitaire comme les enseignants de cette discipline seront originaires de tous les pays d'Afrique et se retrouveront dans le complexe régional correspondant. Ils y profiteront des meilleurs équipements et des meilleurs enseignants que tous les Etats africains réunis pourront mettre à leur disposition, et dans un cadre humain riche de la diversité africaine, qui donnera l'occasion de confrontations intellectuelles fécondes ; le niveau d'ensemble sera rehaussé et la coopération avec les universités du reste du monde, non pas à un niveau de dépendance, voire de « quémantite », mais par le canal des meilleures têtes africaines qui se consacrent dans ce domaine en ayant à leur disposition de bons équipements. Il s'agira alors véritablement de coopération intellectuelle.

Il est probable qu'une fois les différents sites choisis, l'on ait à démonter des équipements des universités actuelles pour les transférer dans les nouveaux sites à vocation continentale. Ce travail n'est pas insurmontable. Et, de toute façon, ce transfert reviendra toujours moins cher à chaque Etat que la course en avant qui consiste à répondre à la pression de la demande par la construction de quelques ensembles en préfabriqué, aussitôt baptisés *université nouvelle*, en sachant pourtant que l'on se paie de mots.